

BAUDELLOT Christian & LECLERCQ François (dir.), avec la collaboration de Armand Chatard, Boris Gorille & Elena Satchkova. Les effets de l'éducation : rapport à l'intention du PIREF [Programme incitatif de recherche en éducation et formation (France)]

Paris : La Documentation française, 2005. – 365 p.

Éric Verdier



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rfp/633>

DOI : 10.4000/rfp.633

ISSN : 2105-2913

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2006

Pagination : 171-172

ISBN : 978-2-7342-1060-3

ISSN : 0556-7807

Référence électronique

Éric Verdier, « BAUDELLOT Christian & LECLERCQ François (dir.), avec la collaboration de Armand Chatard, Boris Gorille & Elena Satchkova. Les effets de l'éducation : rapport à l'intention du PIREF [Programme incitatif de recherche en éducation et formation (France)] », *Revue française de pédagogie* [En ligne], 156 | juillet-septembre 2006, mis en ligne le 24 septembre 2010, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rfp/633> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rfp.633>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

© tous droits réservés

BAUDELLOT Christian & LECLERCQ
François (dir.), avec la collaboration
de Armand Chatard, Boris Gorille &
Elena Satchkova. Les effets de
l'éducation : rapport à l'intention du
PIREF [Programme incitatif de
recherche en éducation et
formation (France)]

Paris : La Documentation française, 2005. – 365 p.

Éric Verdier

RÉFÉRENCE

BAUDELLOT Christian & LECLERCQ François (dir.), avec la collaboration de Armand Chatard, Boris Gorille & Elena Satchkova. Les effets de l'éducation : rapport à l'intention du PIREF [Programme incitatif de recherche en éducation et formation (France)]. Paris : La Documentation française, 2005. – 365 p.

- 1 Disons le tout de suite : cet ouvrage de près de 400 pages denses est une somme très réussie. Elle va vite s'avérer incontournable pour qui veut traiter de l'impact social, économique et politique de l'éducation. Trois raisons majeures convergent en ce sens :
- 2 – l'analyse fouillée d'une très vaste littérature internationale, anglo-saxonne principalement, qui n'est que très partiellement disponible en français ;

- 3 – l'adoption d'un point de vue multi-disciplinaire qui s'efforce d'apprécier la portée de chacun des corpus passés en revue, économie, science politique, psychologie et, bien sûr, sociologie ;
- 4 – l'évaluation constante de la portée des résultats examinés au regard de l'éclairage apportée à la question qui constitue le fil rouge de l'ouvrage : quels sont les effets directs et indirects de l'éducation (entendu au sens de scolarisation), par delà les certitudes idéologiques qui encombrant souvent le débat politique et social ?
- 5 À ces qualités essentielles, s'ajoutent deux dimensions pédagogiques fort appréciables pour les lecteurs non familiers de telle ou telle discipline :
- 6 – la restitution des débats et controverses qui ont animé le cours de la recherche dans chacun des domaines étudiés, ce qui en clarifie considérablement les enjeux ;
- 7 – la présentation très réussie des méthodes utilisées – deux annexes fort utiles ferment l'ouvrage – grâce à la présentation des avancées qu'elles ont représentées mais aussi des limites qui sont encore les leurs aujourd'hui.
- 8 Un chapitre conclusif formule, du reste fort logiquement, des propositions de nature à stimuler la recherche française en sciences sociales. Avant d'en arriver là, la discussion d'un lien de causalité entre l'éducation et le social est menée au regard de cinq grandes thématiques : « socialisations », « niveaux de vie », « hiérarchies », « familles » et « politique ». Une simple note de lecture ne saurait restituer la richesse des chapitres qui structurent chacune des parties thématiques, quatorze au total, sans compter une très stimulante introduction qui s'attache à poser les termes du débat :
- 9 – qu'est-ce que l'éducation, entre *cognitive skills* (savoirs et savoir-faire) et *non cognitive skills* (habitus ? faites-vous référence au concept de Bourdieu), distinction qui pose *ipso facto* la redoutable question des indicateurs pertinents, niveau formel de scolarité, mesures des connaissances et des compétences, appréciation de la qualité du service fourni... ;
- 10 – les espoirs placés en elle, qui fondent les idéaux républicains et démocratiques de part et d'autre de l'Atlantique, ont fait l'objet de discussions précoces – voir la recherche pionnière que Paul Lapie publie en 1904 sur « les effets sociaux de l'école », et vives, comme en témoigne le débat fondateur pour l'ensemble des sciences sociales qui, parmi les historiens de l'éducation américains, a opposé les « évolutionnistes », faisant de l'école le creuset du *melting pot*, aux « révisionnistes » qui, refusant ce « récit glorieux », font ressortir l'effet à tout le moins amplificateur de l'école sur les inégalités sociales ;
- 11 – la question cruciale de la mesure des effets, toujours confrontée au « biais d'endogénéité » – corrélation ne vaut pas causalité – et au risque d'une lecture déterministe qui sous-estimerait le poids des contextes nationaux et historiques dont les spécificités institutionnelles vont amplifier l'impact social de l'éducation (cas français) ou en pondérer la portée (cas scandinave).
- 12 L'approche des effets « libérateurs » *contra* « de domination » de l'éducation est au centre de la première partie thématique ; elle est examinée selon des angles variés : pratiques culturelles, jugements sociaux et préjugés, socialisation professionnelle, délinquance. Ce dernier registre, comme les autres, fait ressortir nombre de résultats paradoxaux qui incitent à éviter les généralisations hâtives pour tenir compte des contextes sociaux dans lesquels sont mesurés les effets ; il n'en ressort pas moins que le

développement du « capital humain », concept décisif pour les économistes, a des retombées positives (« externalités ») pour la société dans son ensemble.

- 13 La seconde partie, consacrée aux niveaux de vie, s'attaque à un considérable *corpus* de travaux en économie. Avec un grand talent pédagogique, les auteurs rendent compte du raffinement théorique et méthodologique de la recherche d'un effet causal de l'éducation sur les revenus, confrontée qu'elle est à des « biais de capacité » – les individus les mieux dotés intrinsèquement en capacités cognitives et productives prolongeraient leurs études –, à des effets retardés de choix politiques antérieurs – a-t-on dès lors les données longitudinales adéquates ? –, à la difficulté de départager l'effet propre de l'éducation du poids du milieu familial, à la nécessité de tenir compte des variations – dans le temps et dans l'espace d'un même système éducatif – de la qualité de l'éducation, ce qui pose de redoutables problèmes de mesure, à des « effets de tri » qui font dépendre l'impact de l'investissement éducatif non pas du niveau absolu de l'éducation mais du niveau relatif de chaque individu ou groupe social – ce qui expose à des risques « d'inflation éducative » –, à l'impact des compétences non cognitives, approche novatrice qui ouvre un champ particulièrement fécond pour la recherche. À juste raison, les auteurs font ressortir les limites de la recherche sur le lien éducation-croissance mais n'évoquent pas les travaux stimulants sur les liens entre systèmes d'enseignement supérieur et capacité à franchir la « frontière technologique »¹.
- 14 Dans son ensemble, la troisième partie « Hiérarchies » est moins novatrice car elle aborde des sujets assez bien documentés en France : la production de la « noblesse scolaire », les limites de la démocratisation, l'exposition de formés aux déclassements sur le marché du travail (curieusement, les travaux de référence de Forgeot et Gautié d'une part, de Nauze-Fichet d'autre part sur le dernier thème, ainsi que de Prost sur le précédent, ne sont pas pris en compte).
- 15 La quatrième partie « Familles » procède à une utile évaluation critique de « l'économie de la famille » sous deux angles, la formation et le fonctionnement des ménages, leurs investissements en capital humain (santé et éducation). On soulignera, du point de vue de l'économie du développement, l'intérêt des travaux sur le lien éducation-fécondité tant sous l'angle des résultats que de la méthodologie, compte tenu des multiples biais d'endogénéité possibles.
- 16 La dernière partie thématique « Politique » est assez longue – près de quatre-vingt pages – et présente notamment une lecture critique d'une littérature américaine en psychologie politique et sociale assez peu débattue en France ; elle concerne les effets de la scolarisation sur les attitudes socio-politiques, et en particulier la durabilité des effets de formes spécifiques d'enseignement sur la socialisation des individus.
- 17 La conclusion fourmille de suggestions avec une insistance, dans la lignée des travaux fondateurs de Maurice, Sellier et Silvestre, à « replacer l'éducation dans son contexte » : à ce sujet, on peut regretter que l'ouvrage n'ait pas plus intégré les travaux de comparaison internationale qui, en France², se sont attachés à discuter les catégories et les modes de pensée à partir desquels sont construits les liens entre éducation et emploi, et à l'étranger, se sont efforcés de mettre au jour les articulations entre institutions éducatives, construction des compétences et performances des systèmes productifs³ dans le cadre d'une *New Political Economy*.
- 18 Mais il n'empêche que la « mission impossible », pour reprendre les termes initiaux des auteurs, qu'avait assignée le commanditaire, le PIREF, a été très largement tenue.

NOTES

1. Pour une présentation en français, voir P. Aghion & E. Cohen, *Éducation et croissance : rapport du Conseil d'analyse économique*. Paris : La Documentation Française, 2003, en particulier le chapitre 1.
 2. Citons notamment A. Jobert, C. Marry, L. Tanguy (éd.), *Éducation et travail en Grande-Bretagne, Allemagne et Italie*, Paris : A. Colin, 1995 ; C. Lanciano-Morandat, M. Maurice, H. Nohara & J.-J. Silvestre, « Les ingénieurs et la dynamique de l'entreprise, comparaison France-Japon ». In C. Lanciano et al., *Les acteurs de l'innovation : France-Europe-Japon*. Paris : L'Harmattan, 1998.
 3. M. Estevez-Abe, T. Iversen & D. Soskice, « Social protection and the Formation of Skills : a Reinterpretation of the Welfare State ». In P. Hall & D. Soskice (éd.), *Varieties of Capitalism, the Institutional Foundations of Comparative Advantage*. Oxford : Oxford University Press, 2001, p. 145-183.
-

AUTEURS

ÉRIC VERDIER

CNRS

Laboratoire d'économie et de sociologie du travail (LEST)